Extrait du Le Vénissian

http://levenissian.fr/Faire-vivre-et-renforcer-le-PCF,378

34ème congrès du Parti communiste français

Faire vivre et renforcer le PCF, une exigence de notre temps

- S'organiser... -

Date de mise en ligne : mercredi 8 octobre 2008

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Texte proposé comme base commune alternative au 34ème congrès.

Préambule

Nous avons une conviction : faire vivre et renforcer le PCF est une exigence de notre temps.

C'est le mandat clair que se sont donnés les adhérents du Parti lors de l'Assemblée nationale extraordinaire de décembre 2007. Ils ont rejeté l'hypothèse de remettre en cause l'existence du PCF, de le transformer jusqu'à le dépasser, dans la suite des choix stratégiques des derniers congrès.

L'avenir du PCF est aussi la préoccupation d'un très grand nombre de communistes qui se retrouvent aujourd'hui sans carte, de salariés, de jeunes, acteurs des luttes dans l'affrontement de classe.

Les ravages de la mondialisation et de la crise du capitalisme, l'accélération de la politique de casse sociale et démocratique dans notre pays, la menace renouvelée de guerre impérialiste, renforcent la raison d'être de notre parti. Les crises financières répétées éclairent les contradictions d'intérêts entre les détenteurs du capital et les salariés.
Oui, l'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de luttes de classes !

A tous les communistes, au monde du travail, à tout le pays, le 34ème congrès doit donner un signal fort : celui de la reconquête idéologique et organisationnelle du PCF.

Le texte de base commune proposé par la direction sortante du parti ne répond pas à ces exigences. Il acte la volonté des communistes de continuer le PCF mais n'engage pas les ruptures nécessaires avec les stratégies des précédents congrès. Il transforme le PCF en une coquille vide.

Nous récusons la fatalité de l'affaiblissement de notre parti. La campagne des communistes pour le NON au traité constitutionnel, leur action dans les luttes montre que le PCF retrouve sa crédibilité dès qu'il joue son rôle. Les élections municipales et cantonales ont montré les capacités de résistance et de reconquête des communistes.

Mais sortir des 1,93 % des présidentielles, reconquérir l'influence du PCF, c'est accepté de faire le bilan des stratégies suivies depuis Martigues, de la mutation aux collectifs antilibéraux en passant par la gauche plurielle.

- C'est assumer notre théorie marxiste, toujours pertinente pour comprendre le monde et le transformer.
- C'est lever toute hypothèque d'une nouvelle force politique, nous engager sans ambiguïté pour continuer le PCF dans les conditions présentes et le renforcer.
- C'est sortir d'une alliance à tout prix avec le Parti socialiste qui nous tient lieu depuis trop longtemps de stratégie et de projet et qui nous enferme dans l'alternance et le renoncement.
- C'est assumer notre originalité, notre identité communiste, notre caractère révolutionnaire et populaire, notre choix de classe.
- C'est le pari de la révolution dans un pays capitaliste développé.
- C'est se libérer du piège d'une construction européenne supra-nationale, renouer avec l'internationalisme en travaillant avec les partis communistes et progressistes du monde entier.
- C'est reconstruire nos organisations de proximité, cellules et sections, prioritairement dans les quartiers populaires et les entreprises, privilégier le potentiel humain et politique des militants qui doivent avoir le dernier mot.

Sur toutes ces questions, le 34ème congrès doit permettre la confrontation d'idées et que les communistes se prononcent.

Copyright © Le Vénissian

L'enjeu de ce congrès est de maintenir et renforcer l'outil qu'est le PCF en nous adressant à tous les militants communistes dans leur diversité pour qu'ils affirment ensemble le choix d'une stratégie de rupture avec le capitalisme dans la perspective du communisme.

Mondialisation capitaliste et résistances des peuples

L'impérialisme guerrier

Depuis la chute des pays socialistes au début des années 90, les Etats-Unis ont cherché à imposer leur hégémonie à l'ensemble de la planète : première guerre du Golfe, guerres de Yougoslavie... Il ne s'agissait pas seulement de calculs géopolitiques, mais d'un nouvel essor du capitalisme, basé sur des guerres localisées, en vue de capter de nouvelles sources de matières premières et de nouveaux marchés.

Après les événements du 11 Septembre, les Etats-Unis et leurs alliés ont franchi une nouvelle étape en prétendant mener une « guerre de civilisation » contre le « terrorisme » (Afghanistan, Irak). A l'ennemi communiste d'hier, ils substituent l'islamisme. L'objectif reste identique : renforcer la mainmise de l'impérialisme partout dans le monde.

Mondialisation ou exploiter plus pour accroître les profits

Le capitalisme a su profiter du développement des nouvelles technologies pour augmenter ses capacités d'exploitation. La « mondialisation » n'est qu'une phase d'approfondissement et d'aggravation de l'impérialisme. Le progrès des modes d'exploitation ne doit pas masquer l'essentiel : la baisse tendancielle du taux de profit, qui force le capitalisme à intensifier l'exploitation du travail pour dégager une plus-value toujours plus importante. L'augmentation numérique constante de la classe ouvrière au plan international en est la preuve.

Le capitalisme en crise

La crise financière qui vient d'éclater n'arrive pas dans un ciel serein. Depuis un an, des émeutes de la faim éclatent partout dans le monde à cause de la spéculation sur les matières premières et les denrées alimentaires. La crise est due à la déconnexion entre un système financier et boursier qui s'est emballé (au profit des détenteurs du capital) et l'économie réelle. Cette crise montre que le socialisme comme perspective politique et le marxisme n'ont jamais été autant d'actualité. Ils sont la seule alternative au capitalisme qui, par nature, est un système prédateur.

Notre rôle de communistes n'est pas de créer l'illusion qu'un monde nouveau est en train de se construire grâce au développement des nouvelles technologies, mais de pointer la logique du système capitaliste, qui survit en mondialisant ses crises structurelles.
Notre rôle est aussi de convaincre qu'un autre monde est possible, à condition d'une rupture radicale avec le capitalisme.

Les résistances à l'oeuvre pour un autre monde

Après l'effondrement de l'Union soviétique, beaucoup ont cru au triomphe définitif du capitalisme. Pourtant depuis quelques années, le socialisme refait surface dans différents points du globe.

Ainsi, plusieurs pays d'Amérique Latine se sont engagés dans des expériences progressistes. Elles reposent toutes sur la reconquête de la souveraineté nationale grâce à la nationalisation des banques et des grands secteurs

de l'économie, et la reconstruction de sociétés visant à garantir l'accès à l'alimentation, la santé, l'éducation au plus grand nombre.

- Cuba qui fêtera l'an prochain ses cinquante ans de socialisme malgré le blocus, a servi de point d'appui aux pays d'Amérique latine écrasés par l'impérialisme américain.
- Dans plusieurs pays (Chypre, Grèce, Inde, Népal), des partis communistes renaissent ou regagnent en influence.

La situation actuelle ouvre au PCF la possibilité de retrouver une solidarité internationale active dans le respect des expériences de chaque peuple et en combattant les ingérences impérialistes qu'elles soient militaires ou dites « humanitaires ».

L'Union Européenne : un outil de domination des peuples pour le capital

Machine de guerre contre l'emploi, les services publics, les droits des salariés et les acquis populaires, l'Union européenne révèle cruellement aux peuples sa véritable nature : permettre aux capitalistes de réaliser le maximum de profits dans le cadre d'une concurrence sans limite.
Structure supra-étatique, elle impose ses choix économiques commerciaux et politiques aux Etats membres.

Le passage à l'euro, outil de contrainte monétaire au service du capital, a encore accru la pression sur les peuples.

Mais ceux-ci ne sont pas dupes. Ainsi en France, l'euro est largement identifié comme responsable de la hausse des prix et de la baisse du pouvoir d'achat.

A trois reprises, en 2005 pour la France et les Pays-Bas et en 2008 pour l'Irlande, des peuples ont refusé de perdre leur souveraineté nationale au profit d'un processus constituant qui vise à les priver de toute décision et ont ainsi exprimé leur colère et le rejet de ce cadre européen maastrichtien.

Ils ont aussi fait La démonstration que le cadre national reste le plus favorable à l'expression de la souveraineté populaire alors que la construction européenne en éloignant les citoyens des décisions, casse les résistances.

Dans ce contexte, il est impensable qu'après avoir constaté l'échec de sa propre stratégie en France, la direction nationale veuille nous faire croire que la seule solution à la situation serait de se projeter à l'échelle de l'Union Européenne dans le PGE en agitant le leurre de "l'Europe sociale".

La crise de la France

La revanche de la bourgeoisie

Nicolas Sarkozy a clairement annoncé que son élection sonnait comme une revanche sur le programme du Conseil National de la Résistance et Mai 68.

C'est une politique de classe au service du patronat, plus déterminé que jamais à récupérer ce qu'il avait du lâcher depuis le Front populaire.
Les Français constatent tous les jours la dégradation de leurs conditions de vie et la baisse de leur pouvoir d'achat.
Ils subissent un véritable recul de civilisation, touchant les besoins de base ; le logement, la santé, l'éducation.

Copyright © Le Vénissian

Les chômeurs sont culpabilisés et la pauvreté criminalisée. La précarité de l'emploi devient la règle. La guerre menée contre les salaires freine l'activité, fait exploser les besoins d'assistance et creuse une dette qui engraisse les spéculateurs au profit du capitalisme financier. Les entreprises maintiennent leurs profits à coup de restructurations, chômage technique, délocalisations.

Le code du travail censé protéger les travailleurs est gravement remis en cause.

Les libertés fondamentales sont attaquées frontalement.

Tous les grands secteurs publics sont privatisés ou en passe de l'être : l'eau, le gaz, l'électricité, les transports, la Poste. Les inégalités d'accès aux services se creusent et génèrent une véritable ségrégation sociale parce que les tarifs flambent.

L'industrie française est sacrifiée pour les profits : puisqu'il est plus profitable de produire là où les salaires ne coûtent rien, les industriels ferment allègrement les sites de production pour délocaliser, sans que les gouvernements successifs y trouvent rien à redire. Quant à l'agriculture et à la pêche, elles sont sacrifiées sur l'autel de l'Union européenne, qui détruit les producteurs locaux pour permettre aux industriels de l'agriculture et de la pêche de faire main basse sur les ressources et les marchés.

Les grandes entreprises françaises accentuent leur internationalisation. Le mouvement mondial de la concentration capitaliste touche de plus en plus l'économie du pays. La prise de contrôle d'Arcelor par Mittal en est un exemple.

Dans le même temps, le capitalisme français tend à se financiariser, mouvement qui reflète un nouveau stade de la course au taux de profit maximal à court terme. Des groupes financiers, des fonds de pension étrangers, continuent à s'emparer du capital d'entreprises françaises.

La guerre menée contre les salaires freine l'activité, fait exploser les besoins d'assistance et creuse une dette qui engraisse les spéculateurs au profit du capitalisme financier. Les entreprises maintiennent leurs profits à coup de restructurations, chômage technique, délocalisations...
Le gouvernement en rajoute à chaque occasion, du paquet fiscal pour les plus riches, au rachat des dettes bancaires de la crise financière.

Entre 1983 et 2006, la part des salaires dans le PIB a chuté de 9,3 %, soit entre 120 et 170 milliards qui sont passés du travail vers le capital chaque année !

Le renoncement de la gauche

La politique de Sarkozy n'a pas rencontré de réelle opposition de la part d'une gauche réformiste, déconsidérée par ses renoncements gouvernementaux et prisonnière du carcan économique de la banque centrale européenne et de l'union européenne.

Ce n'est pas d'une crise de la gauche qu'il faut parler mais bien du glissement à droite du PS, du renoncement du PCF à porter un projet communiste. Parler, comme le fait la direction nationale, d'une « politique de gauche » est une impasse stratégique. Ce dont nous avons besoin face à Sarkozy et au MEDEF, c'est d'une politique de rupture.

En tant que communistes, nous devons mener un combat idéologique sans complaisance pour refuser la

Copyright © Le Vénissian

déculpabilisation de l'argent, le triomphe de l'individualisme, la régression sociale présentée comme une fatalité de notre époque. En un mot, nous devons maintenir l'espoir.

Fracture sociale et politique

Malgré des luttes importantes des travailleurs, malgré les combats des communistes (CPE, retraites en 95, référendum sur la constitution européenne, actions contre les fermetures d'entreprises, pour la défense des services publics...), le monde du travail ne voit pas d'alternative politique crédible. Sarkozy surfe habilement sur des décennies de compromis d'une « gauche de droite », semant la confusion dans les discours, débauchant sans vergogne symboles et dirigeants...

Cette crise politique est une véritable fracture sociale, les milieux populaires étant enfermés dans l'abstention ou le vote plébiscitaire. Les ségrégations urbaines, sociales, économiques renforcées sont le creuset des replis identitaires et intégristes. Des forces antirépublicaines de toutes origines jouent à la guerre des civilisations.

L'urgence : construire et renforcer les résistances, rassembler les exploités

Aidons les résistances populaires à grandir et à retrouver leur capacité politique !

Pour cela, il faut sortir de la confusion des idées et aider à reconstruire l'unité populaire au coeur des luttes et des difficultés quotidiennes.

Pour y parvenir, le Parti Communiste doit faire un bilan de sa stratégie et assumer sa part de responsabilité dans la situation.

Si nous voulons redevenir un parti d'opposition efficace, un parti de propositions, un parti de transformations, on ne peut pas se contenter de dire « pour la gauche plurielle nous avons fait preuve de surdité », « pour le rassemblement anti-libéral, la dynamique populaire à largement fait défaut ». Nous devons réaffirmer qu'il existe un clivage net entre la droite et la gauche, et que le PS porte une grave responsabilité en cherchant à l'effacer. C'est une ligne de démarcation claire entre le Parti communiste et le Parti socialiste.

Le « nous avons fait des erreurs » n'est pas acceptable. Qui est ce « Nous » ? Sûrement pas la majorité des communistes qui se sont écartés du parti, non pas parce qu'ils se sentaient moins communistes, mais parce que leur parti leur semblait s'en éloigner. Ce sont les militants qui ont réaffirmé en décembre leur choix de continuer le PCF quand tant d'appels les poussaient à le diluer dans un parti de gauche.

En tout état de cause, le Pcf doit retrouver sa fonction tribunitienne, appeler à repenser la révolution, à conquérir des pouvoirs économiques, financiers et médiatiques, face aux dogmes de la pensée libérale qui prétend que le capitalisme est la « fin de l'Histoire ».

Communistes : assumer notre histoire et continuer le combat aujourd'hui

En 1920, au Congrès de Tours, le courant révolutionnaire a adhéré à la troisième internationale et a créé le PCF tandis que le courant réformiste minoritaire restait à la SFIO. Cette division entre ceux qui veulent changer radicalement la société et ceux qui veulent l'améliorer par des réformes reste d'actualité.

Dès sa création, le Parti communiste s'est organisé dans les entreprises et s'est doté de cadres ouvriers. Il est devenu un outil d'expression politique du monde du travail indépendant, en lien avec les milieux intellectuels, artistiques, scientifiques.

Un parti à l'apport incomparable

Son apport dans la société française est d'une richesse incomparable. Il est le premier parti anticolonialiste de France, appelant dès 1924 à l'arrêt de la guerre du Rif. Il a été de tous les combats anticolonialistes : contre les guerres d'Indochine, d'Algérie, la répression coloniale dans les pays d'Afrique du Nord et d'Afrique Noire... et de tous les combats anti-impérialistes : contre l'occupation de la Ruhr en 1923, la guerre d'Espagne en 1936-1938, contre la guerre du Viêt-nam, le régime d'apartheid, le régime sioniste, la première guerre d'Irak en 1991...

Il est le seul parti à s'être immédiatement dressé contre l'envahisseur nazi dès 1940, le premier à avoir organisé la lutte armée, en la combinant à l'action politique. Le courage de ses militants, son rôle de premier plan, expliquent qu'il ait été le premier parti de France après la guerre.

Le Parti communiste est le parti des grandes victoires ouvrières : le Front populaire, les acquis de la Libération - nationalisations de 1945 dans le secteur industriel et bancaire, instauration de la Sécurité sociale, statut de la fonction publique -, ceux de 1968, ceux de 1981-1983 ...

Il a été le parti du courage politique, refusant la constitution de la 5ème République en 1958, le Traité Maastricht, ou le Traité constitutionnel européen en 2005.

Il a connu pourtant un affaissement électoral continu, accéléré après 1995. L'effondrement des pays de l'Est a ébranlé de nombreux communistes, l'arrogance idéologique de la droite et de la nouvelle gauche depuis le célèbre « vive la crise » a désarmé les militants progressistes.

Rompre avec l'histoire communiste et le marxisme ?

La guerre sociale menée par le patronat dans l'entreprise, par la bourgeoisie dans les quartiers populaires, contre les services publics, nous a fortement affaiblis, écartelés entre une insertion institutionnelle encore forte mais de plus en plus isolée de son enracinement populaire, et une absence de perspective politique. Avec la mutation, puis les collectifs antilibéraux, la direction a cherché des réponses dans la rupture avec l'histoire communiste et le marxisme. Le résultat est l'émiettement des communistes égarés par des décisions de congrès qui les laissent sans armes idéologiques et sans organisation.

La période 1997-2002, avec la participation du Pcf au gouvernement de la gauche plurielle, a renforcé la marginalisation politique. Au lieu d'être une force de contestation, le Parti communiste a avalisé de graves mesures anti-sociales (« réforme » de la sécurité sociale, Traité de Lisbonne avec l'ouverture des services publics à la « concurrence »...)

Le Pcf vit une véritable crise de crédibilité. Mais les communistes ont affirmé à plusieurs reprises, dans la diversité de leurs approches, leur choix de continuer le PCF.

Le 34e congrès doit tirer les leçons des échecs de ces dernières années, de l'urgence d'une réponse communiste à la crise du capitalisme, de la renaissance d'un point de vue communiste dans différents pays du monde, il peut être le congrès historique qui renouvelle le choix de 1920 dans les conditions du XXIème siècle.

Copyright © Le Vénissian

Nous voulons sortir de ce congrès avec un Parti communiste fiers de ses valeurs et de ses idéaux, offensif dans ses propositions de changement de société, et combatif en direction des classes populaires.

Reconstruire l'organisation du PCF

L'aspiration de notre peuple, particulièrement des classes sociales les plus victimes de l'exploitation, à intervenir dans la vie politique s'exprime fortement. Les luttes qui se développent, pour les salaires, les retraites et la sécurité sociale, les services publics... revêtent de plus en plus nettement un caractère d'intérêt général. Elles portent une contestation du capitalisme de même que le vote du 29 mai 2005 contre le projet de « constitution » européenne.

Dans le même temps, une « crise de la politique » se manifeste bien : celle de la politique politicienne, des formations qui enferment la vie politique dans le jeu de l'alternance institutionnelle pour mettre en oeuvre à tour de rôle des choix allant dans le sens des mêmes intérêts. Après le quinquennat, la dernière réforme des institutions a accentué la dérive vers la personnification du pouvoir, allant jusqu'au développement d'une politique spectacle malsaine.

L'organisation originale du PCF

La forme d'organisation originale du PCF apparaît plus valide que jamais, donnant la priorité à l'action politique dans les luttes, à l'intervention directe des travailleurs, sans se détourner des institutions.
Le choix de la direction depuis le 30éme congrès de délaisser la vie des cellules, d'abandonner leurs activités structurantes jusqu'à la remise de la carte, puis de les supprimer au 31ème congrès.

Ce choix a fortement contribué à un affaiblissement sans précédent des effectifs du parti, particulièrement dans les quartiers populaires et les entreprises, conduisant contrairement à l'objectif annoncé à un recul de l'ouverture et de la diversité dans notre organisation.

Nous réaffirmons que la cellule est comme le coeur de la vie du PCF, le lieu où les militants seront maîtres de leurs choix et de leurs initiatives.

La cellule permet à chaque adhérent d'être impliqué dans l'action et l'élaboration de la politique de l'ensemble du parti. C'est aussi un lieu d'échanges humains et de fraternité qui met au centre l'épanouissement de la personne humaine, la réflexion politique et la formation.

Le congrès doit de fixer l'objectif de recréer des cellules, en priorité dans les quartiers populaires et les entreprises.

La section doit retrouver son rôle d'impulsion de la vie des cellules. Le retour de l'autonomie financière des cellules et des sections est une condition de la souveraineté des communistes.

L'expérience depuis les derniers congrès révèle un déficit démocratique croissant. Avec la perte de souveraineté et le recul des organisations de base, l'abandon du centralisme démocratique a laissé place à un renforcement du centralisme tout court. Des choix fondamentaux comme celui de s'inscrire dans les « collectifs antilibéraux » pour l'élection présidentielle ont été imposés d'en haut.

Le Conseil national ne reflète pas la diversité militante et les processus conduisant aux décisions restent opaques.
Des débats nécessaires au congrès

Copyright © Le Vénissian

Concernant l'organisation du parti, le congrès devra débattre des points suivants :

- L'autonomie des organisations du parti par rapport aux institutions
- La nécessité de la formation idéologique des communistes
- La bataille pour une presse communiste indépendante
- le bilan de l'adhésion du PCF au PGE et l'absence de contacts avec de nombreux partis communistes

Dans la suite du mandat de l'Assemblée extraordinaire de décembre 2007, notre 34ème congrès doit sortir avec un large appel au renforcement du PCF, une campagne d'adhésion ancrée sur le mouvement des luttes.

Il faut des communistes plus nombreux et pleinement communistes, c'est-à-dire organisés !

Notre stratégie de rassemblement populaire et électoral

La stratégie de « sommet » à gauche pour battre la droite s'est traduite par deux participations gouvernementales en vingt-cinq ans et par deux échecs. Celles-ci se sont soldées par :

- Un affaiblissement considérable du mouvement ouvrier et revendicatif
- Une montée en puissance du Front National dès 1984 et de l'abstention dans les milieux populaires
- Un recul électoral du PCF jusqu'à l'effondrement du 22 avril 2007

La direction du Parti communiste s'obstine néanmoins à poursuivre cette stratégie suicidaire qui a conduit, entre autres, à gommer l'identité communiste et à lier notre sort au PS, au prix du renoncement à tout ce qui fait l'apport original du courant révolutionnaire dans la société et la vie politique française.

Cette stratégie a fait son temps. C'est une réponse rabougrie à la question de l'union et de la mise en mouvement des classes populaires. Elle divise plus qu'elle ne rassemble, décourage les milieux populaires, les forces militantes, accentue la délégation de pouvoir et finit par désespérer le peuple de la politique.

Soyons clairs, ce n'est pas la question de notre éventuelle « participation » à un gouvernement de gauche qui doit être systématiquement remise en cause mais le fait que celle-ci découle d'un choix stratégique qui conditionne les orientations politiques du PCF.

Il faut rompre avec cette stratégie : notre action ne peut pas s'enfermer dans la perspective de préparer en 2012 une nouvelle alternance électorale derrière le PS.

Le PCF n'a pas disparu du paysage politique. A preuve les 10 % de voix que ses candidats ont obtenus aux élections cantonales, en 2008. Mais son image et sa lisibilité nationale ne cessent de s'étioler.

La crise financière qui s'ouvre, nouvelle phase gravissime de la crise du capitalisme, pose la question du rassemblement populaire, du rassemblement du peuple de France, avec une acuité nouvelle.

Cette volonté de rassemblement s'exprime localement dans des luttes plus nombreuses, plus opiniâtres et plus diversifiées. Elle s'était exprimée nationalement lors du vote NON à la constitution européenne. Mais elle se heurte à la fin de non recevoir du Parti socialiste, tout entier orienté vers une politique de gestion du capitalisme.

Copyright © Le Vénissian

L'expérience des collectifs antilibéraux a été menée par certains avec l'espoir de substituer à l'alliance avec le PS une alliance à la gauche de la gauche, par d'autres par opportunisme électoral. Coupés des préoccupations des classes populaires et incapables de rassembler au-delà de quelques groupes restreints, l'expérience s'est terminée par un échec.

De fait, dissoudre le PCF dans une gauche de la gauche est un leurre.

Toutes les expériences menées jusqu'à présent -Gauche unie espagnole, gauche arc en ciel en Italie, ont démontré leur nocivité.
La responsabilité historique du Parti communiste n'en est que plus importante. Il est grand temps d'opérer un changement radical pour mettre en oeuvre une stratégie qui repose sur la conscience politique du mouvement populaire.

Cela nécessite que le PCF présente ses propres candidats aux élections sur la base d'un projet de société et d'un programme populaire de rupture.

Cela ne remet pas en cause les éventuelles alliances électorales nécessaires, y compris avec le PS, à condition qu'elles nous aident dans le rapport de forces, qu'elles ne nous détournent ni de nos orientations fondamentales, ni du rassemblement populaire et que notre parti préserve toujours son entière indépendance politique.

Plus que jamais, le Pcf doit mettre en oeuvre un rassemblement populaire anticapitaliste, avec l'objectif d'unir les travailleurs autour d'un projet de société remettant en cause les fondements du système capitaliste, c'est à dire une stratégie d'union à la base qui s'appuie sur les luttes, avec pour perspective politique la rupture avec le capitalisme.

Un congrès pour décider de luttes et d'actions

Un projet pour la France

Par ses propositions, ses actions, sa bataille idéologique, le PCF peut contribuer à faire grandir et converger les luttes, à faire reculer la droite et le patronat sans attendre 2012. Il peut ainsi faire vivre au quotidien dans les quartiers populaires et les entreprises son programme de transformation sociale en rupture avec le capitalisme.

Nous proposons de rassembler les communistes sur une stratégie claire, avec les propositions suivantes :

Le PCF s'engage à :

- Défendre, développer, améliorer tout ce qui est facteur d'égalité, de justice sociale et de démocratie : services publics, sécurité sociale, éducation nationale, logement social, énergies. Nous devons disputer sur ce terrain des services publics et de la solidarité la modernité et l'efficacité face au chacun pour soi, aux fonds de pension américains et au boursicotage.
- Combattre la pauvreté et la précarité en augmentant substantiellement les salaires, les minima sociaux, pensions, retraites et indemnités chômage. C'est urgent pour des millions de femmes et d'hommes qui ne s'en sortent plus, c'est faire reculer le capital.
- Arrêter la casse de l'emploi en empêchant les licenciements et les délocalisations
- Obtenir de nouvelles conquêtes sociales et démocratiques qui s'en prennent directement aux pouvoirs du capital et de la grande bourgeoisie dans les entreprises, la finance et les institutions : appropriation sociale des moyens de

Copyright © Le Vénissian

production et financiers, droits nouveaux pour les salariés, transformation des institutions ;

Se libérer du carcan de l'Union Européenne, affirmer la souveraineté nationale, développer les coopérations

Alors que la possibilité de transformer l'union européenne apparaît de plus en plus impossible au peuples, ne faut il pas se poser la question d'en sortir pour en faire éclater le cadre impérialiste et travailler à de véritables coopérations entre pays basées sur le respect des souverainetés populaires ? Le 34ème congrès devrait en tous cas engager le débat sur cette question qui devra être tranché par un référendum populaire.

Il est urgent d'arrêter le processus de construction d'une entité européenne supranationale entièrement dévouée aux marchés et sur laquelle les peuples n'auraient pas de prise. Pour le droit des peuples contre l'empire européen, nous disons :

- Non application des directives européennes qui entravent la liberté de la France
- Abrogation des traités européens, notamment Maastricht et traité constitutionnel simplifié
- Affirmation de la primauté de la souveraineté nationale
- Refus de tout élargissement de l'Union Européenne

Le Parti Communiste doit présenter aux élections européennes de 2009 des listes porteuses de la colère contre l'Union européenne et de la volonté de coopérations nouvelles entre pays européens à partir du cadre national.

Arrêtons de nous fondre et nous confondre dans les institutions européennes et tournons nous vers les partis communistes européens !

Solidaires des peuples, actifs pour la paix

L'internationalisme est au coeur de nos engagements et nous sommes solidaires des combats de libération nationale, des luttes et résistances des peuples qui se sont libérés du capitalisme et sont assaillis par l'impérialisme.

Le PCF doit reprendre le drapeau de la solidarité internationale et de la lutte pour la paix. Nous nous battons pour :

- le respect des souverainetés nationales tant économiques que politiques
- la construction d'un nouvel ordre international basé sur la justice sociale et le respect du droit international
- des coopérations avantageuses pour les pays en voie de développement qui leur permettent de sortir de la misère et de la soumission
- le refus des ingérences impérialistes militaires ou dites humanistes
- Non intégration de la France dans l'OTAN
- le retrait des troupes françaises d'Afghanistan

Le PCF doit renouer avec les partis communistes du monde, dont certains ont connu récemment un progrès de leur influence. Nous proposons de travailler à la construction d'un nouveau cadre international d'échange et de coopération entre les peuples outil indispensable à une solidarité communiste active.

Copyright © Le Vénissian